

Et Trump décida d'arrêter de soutenir les rebelles anti Bachar-al-Assad : mais au fait, où en est la Syrie après la chute de l'Etat islamique en Irak ?



Dans ce contexte de partage de la Syrie sur fond de tractations entre grandes puissances qui comptent (Etats-Unis, Russie, Iran), Washington paraît en fin de compte accepter de facto la reprise par l'armée loyaliste syrienne d'une partie du territoire perdu lors du soulèvement de 2011-2012.

Avec Alexandre Del Valle

Conformément à ses promesses de campagnes qu'il semblait avoir contredites à l'occasion de raids de l'armée américaine lancés contre des positions de l'armée syrienne, le président américain Donald Trump a finalement obtenu de la CIA qu'elle mette fin à son programme de soutien (livraison d'armes ; entraînement, etc)aux rebelles syriens - soi-disant « modérés » mais en réalité islamistes - qui combattent le régime de Bachar al-Assad. Trump a en fait pris cette décision dès juin dernier lors d'une réunion avec le patron de la CIA, Mike Pompeo et son conseiller à la Sécurité nationale, H.R. McMaster. Certes, ce programme inauguré officiellement en 2013 sous l'Administration de Barak Obama -très proche des positions des Frères musulmans -est resté assez modeste et n'a pas contribué à empêcher la Russie, l'Iran et le Hezbollah de secourir le régime de Damas et la peau de Bachar al-Assad. Toutefois, d'un point de vue politique et géopolitique, l'arrêt officiel du soutien aux rebelles syriens anti-Assad est lourd de sens.

Et il suit de très peu la première rencontre officielle du président américain avec son homologue Vladimir Poutine durant le G20 du 8 juillet dernier. Cette décision contrebalance les tensions russo-américaines autour de la question syrienne et elle probablement va faciliter la volonté affichée des deux dirigeants de « mieux travailler ensemble » face au terrorisme islamiste et en vue d'une transition viable en Syrie. Elle est ainsi à replacer dans le contexte du cessez-le-feu négocié le 7 juillet dernier en marge du G20 par les deux pays dans le sud-ouest de la Syrie, où nombre de groupes islamistes rebelles sévissent.

En fait, le programme d'aide aux rebelles syriens (hors Kurdes et FDS), en majorité islamistes, ne faisait pas l'unanimité au sein de l'Administration américaine, premièrement en raison de sa faible efficacité et deuxièmement à cause des sérieux doutes de responsables étatsuniens sur la capacité réelle des rebelles à renverser le gouvernement syrien et à combattre Da'ech qui a souvent été le bénéficiaire ultime d'armes livrées aux « modérés », entretemps ralliés à l'EI ou à Al-Qaïda en Syrie (Al-Nosra, alias Fatah al-Sham). De bonne guerre, Moscou, qui soutenait le camp opposé en Syrie, a très vivement dénoncé le fait indéniable que des armes américaines (mais parfois aussi françaises et britanniques) tombaient dans les mains de groupes islamistes-jihadistes, sachant que nombre de rebelles armés et entraînés par la CIA ont rejoint peu après l'ex-Front al-Nosra.

La décision de Trump est donc tout sauf une surprise, car la priorité affichée de son Administration consiste, depuis le début, à privilégier la lutte contre l'Etat islamique et la menace islamiste-jihadiste en général, ceci dans le contexte de la défaite de Da'ech à Mossoul notamment (nord de Irak).

Retour au réalisme géostratégique ou à la Realpolitik ?

La plupart des dirigeants du monde, à commencer par Donald Trump et Emmanuel Macron, ont clairement reconnu que la chute du régime syrien n'est plus la priorité et qu'il n'y a pour l'heure pas d'alternative crédible et viable à la personne de Bachar el-Assad. Jadis en tête dans la croisade anti-Bachar, la France, soutient aujourd'hui comme nouvelle doctrine diplomatique officielle que la destitution du président syrien n'est plus «un préalable», sachant que la précondition de sa destitution, exigée jadis par Paris, Washington, Londres et leurs alliés sunnites, n'a fait que rendre les pourparlers de paix de Genève impossibles et mort-nés.

En réalité, ni la France ni les Etats-Unis ne comptent se désengager de Syrie, mais les Occidentaux, revenus à plus de pragmatisme avec deux maîtres en la matière que sont Macron et Trump, ont compris que s'ils veulent compter dans la Syrie du futur et faire aboutir une solution concrète, ils doivent à la fois continuer de soutenir leurs meilleurs alliés efficaces au sol : les Kurdes, qui tentent de reprendre Raqqa, tout en trouvant un accord minimal avec la Russie qui les a obligés à admettre la présence de Bachar al-Assad et surtout deson régime baathiste-alaouite qui devra être associé à la Syrie du futur dans le cadre d'une transition pragmatique.

Celle-ci, pour être acceptable par Damas et par ses parrains russo-iraniens, devra conserver les structures régaliennes du régime et garantir les intérêts de son noyau-dur et des minorités, tout en y associant des membres d'une opposition réaliste, ceci dans un cadre fédéral qui préservera les apparences d'une unité nationale. Certes, la double perspective d'une indépendance (ou forte autonomie) kurde en Syrie, sous protection américaine durable, et d'une survie d'une partie du régime syrien dans le cadre d'une Syrie fédérale en gestation ne peut que susciter la fureur sinon l'hystérie de la Turquie d'Erdogan qui perd sur deux tableaux, lui qui avait parié en 2011-2014 sur la chute rapide de son ancien « frère Assad » et sur l'écrasement des Kurdes avec la complicité de Da'ech et d'autres groupes jihadistes alors victorieux et appuyés par Ankara...

Dans ce contexte de partage/fédéralisation/quasi partition de la Syrie sur fond de tractations entre grandes puissances qui comptent (Etats-Unis, Russie, Iran), les Etats-Unis de Donald Trump paraissent en fin de compte accepter *de facto* la reprise par l'armée loyaliste syrienne d'une partie du territoire perdu lors du soulèvement de 2011-2012. C'est ainsi qu'un cessez-le-feu vient d'être conclu dans le sud du pays entre Russes et Américains tandis que le régime syrien canalise ses efforts de reconquête vers l'est du pays et la vallée de l'Euphrate, dernier grand bastion de Da'ech. Avec l'aide décisive de Moscou et Téhéran, le régime de Damas va alors pouvoir se retourner contre les rebelles les plus dangereux les plus près de la capitale et dans le sud puis dans l'Est, processus qui prendra probablement plusieurs années encore et qui sera d'autant plus brutal que les forces rebelles (hors Da'ech-Al-Qaïda) sont lâchées par les Occidentaux et coupées de la Turquie dans le cadre du rapprochement de cette dernière avec Moscou.

Comme ailleurs, la chute de la zone très stratégique de Raqqa, capitale de l'Etat islamique, attaquée par les FDS (alliance arabo-kurde appuyée par la coalition internationale pilotée par les Etats-Unis), risque de bénéficier au régime qui sera tenté de voler les dividendes de la victoire aux Kurdes en zone arabe où ceux-ci ne pourront pas rester indéfiniment. Ainsi, les forces du régime de Bachar al-Assad et ses alliés ne cessent de reprendre du terrain. Des dizaines de véhicules de l'EI ont été détruits ces derniers jours dans la zone et nombre de jihadistes syriens et étrangers ont été tués par les forces pro-Assad. En progressant de la sorte au sud de Raqqa (zone stratégique de jonction Raqqa-Homs-Deir Ezzor), l'armée gouvernementale a arraché à Da'ech 15 puits de pétrole, un champ gazier et des stations de pompage, puis elle a enregistré plusieurs victoires importantes. Le véritable enjeu à venir va être la répartition des zones d'influences respectives en Syrie selon les agendas, intérêts et gains militaires des différentes forces en présence, celle appuyées par le Qatar et les Frères musulmans (mises à l'index par l'Arabie, les Emirats, l'Egypte, etc) étant comme les rebelles syriens « modérés » et Da'ech, en nette perte de vitesse.

Rivalités internes et externes et jeu ambigu de la Turquie

Parallèlement à la décision de Trump de cesser l'aide aux rebelles sunnites-arabes ou autres « islamistes modérés » - tout en intensifiant celle aux forces kurdes syriennes face à l'EI - le président turc Erdogan ne cesse de menacer les Kurdes irakiens et surtout syriens de représailles massives s'ils poursuivent leurs avancées et proclament leur Etat indépendant. Jadis alliée de l'Occident, protégée des Etats-Unis et membre fiable de l'OTAN, notamment face au bloc russo-soviétique, la Turquie post-kémaliste « national-islamiste » et anti-occidentale d'Erdogan, qui rêve de rétablir la profondeur stratégique turque dans ses anciennes possessions ottomanes balkaniques et arabes, supporte de moins en moins le soutien de l'armée américaine aux rebelles kurdes, lesquels gagnent du terrain face aux jihadistes, tant en Irak qu'en Syrie. Pour Erdogan, il s'agit d'un poignard dans le dos, et pour les Occidentaux, Ankara est clairement complice des jihadistes en ne combattant réellement que les ennemis kurdes des jihadistes en Syrie et en Irak.

C'est dans ce contexte de désamour qu'Ankara a révélé le 17 juillet dernier l'emplacement de forces spéciales américaines et françaises dans le nord de la Syrie. Grave de conséquence, cette fuite a mis en danger les forces de la coalition et elle risque d'aggraver les tensions déjà existantes entre Ankara et ses partenaires occidentaux autour de la question kurde. L'agence de presse turque Anadolu a ainsi révélé que 200 militaires américains et 75 soldats des forces spéciales françaises se trouvaient dans un avant-poste à 30 km au nord de Rakka, la capitale de l'EI, ces forces occidentales étant justement destinées à appuyer les Kurdes du Parti de l'union démocratique kurde (PYD) et leur branche militaire, les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui sont à la pointe de la lutte contre les jihadistes mais que la Turquie désigne comme son ennemi principal dans ce théâtre d'opération puisque liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lui-même classé par Ankara comme une organisation terroriste. Plus que jamais, la guerre civile syrienne est le théâtre de guerres dans la guerre, qui opposent non seulement des forces internes entre elles (pro-Assad/laïques et Kurdes aux Islamistes et rebelles anti-Assad), mais surtout leurs parrains respectifs qui voient la Syrie comme l'épicentre de rivalités régionales et globales opposant l'Iran chiite à ses rivaux arabes sunnites du Golfe, Israël à son ennemi hezbollahi et iranien, les Etats-Unis à leur rival russe, la Turquie à ses ennemis existentiels kurdes, au concurrent iranien, aux occidentaux et aux Russes; sans oublier les Etats nationalistes arabes aux panislamistes.

Comme nous l'avons écrit depuis de le but du conflit syrien, dans le cadre de rivalités locales, régionales et globales de cette ampleur qui impliquent tant de forces aux intérêts divergents, la position moralisatrice-irréaliste des Occidentaux et le jusqu'aboutisme de leurs alliés sunnites turcs et du Golfe, n'ont fait qu'aggraver le conflit, au détriment des victimes civiles. Depuis le début de la crise, la mise à l'index du régime, de la Russie et de l'Iran, écartés des discussions, puis la reconnaissance des forces islamistes sunnites de la CNS et du HCN appuyés par Ankara et les pays du Golfe à l'exclusion des opposants réellement modérés, ont compromis toute avancée dans le cadre d'une sortie de crise. Du côté des Occidentaux, il a fallu des dizaines d'attentats terroristes revendiqués par les pires ennemis d'Assad pour que Paris et Washington comprennent que l'ennemi principal n'est pas le régime de Damas.

Des centaines de milliers de morts plus tard, on ne peut que se réjouir du pragmatisme de Trump et Macron qui ont parlé de Syrie à

leur homologue Poutine. Gageons que le réalisme est de retour, à défaut de la Realpolitik, et que le processus de négociations va pouvoir repartir sur des bases plus viables et équilibrées, car la paix ne reviendra en Syrie que si les différents protagonistes qui entretiennent le conflit trouvent un *modus vivendi*.